



Saint-Jean-le-Vieux



Janvier 2025



Saint-Jean
le-Vieux

Modification n°1 du PLU

Auto-évaluation MRAe



**MOSAÏQUE
ENVIRONNEMENT**
Conseil & Expertise

Rédaction : Delphine BURY / Richard BENOIT

Cartographie : Delphine BURY



Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - www.mosaique-environnement.com

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

Sommaire

Chapitre I. Préambule	1
I.A. Contexte réglementaire	2
I.B. Notion d'effets notables probables sur l'environnement	3
I.C. Objet de la modification	4
I.C.1. Localisation du site	4
I.C.1. Les raisons de la modification	4
I.C.2. Localisation des modifications	6
Chapitre II. Auto-évaluation de la modification du PLU	11
II.A. Risque d'affecter significativement un site Natura 2000	13
II.A.1. Présentation du réseau Natura 2000	13
II.A.2. Natura 2000 sur la commune de Saint-Jean-le-Vieux	13
II.A.3. Evaluation des incidences potentielles de la modification du PLU sur le site Natura 2000	16
II.B. Risque d'affecter Les milieux naturels et la biodiversité	16
II.B.1. Les ZNIEFF	16
II.B.2. La trame verte et bleue	19
II.B.3. Autres sites protégés	21
II.C. Incidences sur la consommation d'espaces naturels et agricoles	21
II.D. Incidences sur les zones humides	21
II.E. Incidences sur l'eau potable, l'eau pluviales et l'assainissement	24
II.E.1. Les incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau	24
II.E.2. Les incidences de la modification du PLU sur la gestion des eaux pluviales	24
II.E.3. Les incidences de la modification du PLU sur l'assainissement	26
II.F. Incidences sur le paysage et le patrimoine bâti	28
II.G. Incidences sur les déchets, les risques et les nuisances	28
II.H. Incidences sur L'air, l'énergie et le climat	32
II.H.1. Qualité de l'air	32
II.H.2. Énergie et climat	32
Chapitre III. Conclusion sur l'auto-évaluation	33

Ajouter table des cartes

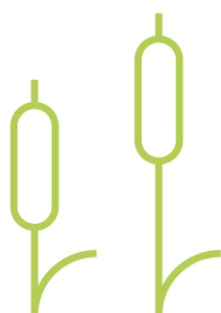
Carte 1 Localisation de la commune de Saint-Jean-le-Vieux	5
Carte 2 Localisation des modifications	10
Carte 3 Localisation des zones NATURA 2000.....	15
Carte 4 Localisation des ZNIEFF	18
Carte 5 Carte des continuités écologiques du SRCE (Sources : PLU)	19
Carte 6 Localisation des zones humides	23
Carte 7 Zonage des eaux pluviales réglementaires (Sources : PLU)	25
Carte 8 : Zonage Eaux Usées Réglementaire (Sources : PLU)	27
Carte 9 : Plan de prévention des risques naturels "inondation" (Sources: PLU)	28
Carte 10 : Aléa retrait et gonflement des argiles.....	29
Carte 11 : Risques naturels	30
Carte 12 : Risques technologiques	31

Ajouter table des figures

Figure 1 Photo aérienne de la parcelle n°176 - Source : Géoportail	6
Figure 2 Photo aérienne de la parcelle n°153 - Source : Géoportail	6
Figure 3 Photo aérienne des parcelles 43,45,46,47,48,49,50 - Source : Géoportail	7
Figure 4 Photo aérienne de la parcelle n°545 - Source : Géoportail	7
Figure 5 Photo aérienne de la parcelle n°616 et n°617 - Source : Géoportail	8
Figure 6 : Extrait du plan cadastrale	8
Figure 7 : Vue sur l'ER n°22	9
Figure 8 : Localisation de la station d'épuration	26



Chapitre I. **Préambule**



I.A. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 pris pour l'application de l'article 40 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) modifie le régime de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles (UTN).

Ce décret crée un second dispositif d'examen au cas par cas, dit **cas par cas « ad hoc »**, à côté du dispositif existant d'examen au cas par cas réalisé par l'Autorité environnementale, dit cas par cas « de droit commun ».

Sont concernées les procédures entrant dans le champ d'application de l'examen au cas par cas ad hoc pour lesquelles l'autorité environnementale est saisie pour un examen au cas par cas de droit commun après le 1^{er} septembre 2022.

Le cas par cas « ad hoc » a vocation à être mis en œuvre lorsque la personne publique responsable **est à l'initiative de l'évolution du document d'urbanisme** et qu'elle conclut à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale. La demande d'examen au cas par cas se fait par l'intermédiaire d'un **formulaire** spécifique comprenant une description du document transmis et des informations sur ses caractéristiques environnementales. L'objectif est, pour la personne publique responsable de la procédure, d'établir, par le biais d'une **auto-évaluation**, que le projet d'élaboration ou d'évolution du document d'urbanisme concerné n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Le présent document correspond à la **rubrique 6 du formulaire** : il consiste en une auto-évaluation et doit identifier les effets potentiels de la procédure en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné et, le cas échéant, expliquer pourquoi la procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

I.B. NOTION D'EFFETS NOTABLES PROBABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les articles R.104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable, ainsi que le formulaire spécifique, ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Celle-ci indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE.

Elle précise que doivent être appréhendés les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

La directive est interprétée à la lumière du **principe de précaution**, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer **de façon substantielle ou irréversible** des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions.

L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (cf. CJUE, 31 mai 2018, Commission/Pologne, C-526/16, points 65, 66 et 67).

I.C. OBJET DE LA MODIFICATION

I.C.1. Localisation du site

La commune de **SAINT-JEAN-LE-VIEUX** se situe dans le département de l'Ain à moins de 25 km de la ville de Bourg-en-Bresse. Entre Pont d'Ain et Ambérieu-en-Bugey elle prend place à l'interface entre le relief plat de la plaine de l'Ain et les premières pentes du Bugey.

En 2020, la commune comptait environ 1 786 habitants (Données INSEE).

Elle appartient à la Communauté de Communes « Rives de l'Ain – Pays du Cerdon ».

Elle fait partie du SCoT BUCOPA.

Son territoire présente une superficie de 1520 hectares.

I.C.1. Les raisons de la modification

La commune de Saint-Jean-le-Vieux a approuvé la révision de son Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil Municipal le 6 février 2019.

Depuis, ce document n'a fait l'objet d'aucune évolution.

Toutefois, depuis la mise en application du Plan Local d'Urbanisme, il est apparu nécessaire de faire évoluer le document sur un certain nombre de point au niveau du règlement écrit et graphique.

Evolutions du zonage

1° - Reclasser la zone UE de l'ancien terrain de football en zone 1AU pour permettre la réalisation d'une opération de logement avec un objectif de mixité générationnelle incluant des logements pour personnes âgées, et suppression de deux zones AU afin de conserver l'objectif de production de logement du PADD.

Evolutions des emplacements réservés

2° - Suppression de l'emplacement réservé N°22 qui n'a plus d'utilité.

Evolutions des OAP

3° - Suppression de l'OAP « Varey haut » qui n'apparaît pas pertinente

Evolutions du règlement

4° - Ne plus faire référence au nuancier partiel pour la grande rue indiquant les couleurs de façades et menuiseries ;

5° - Faire évoluer la règle d'implantation sur les limites séparatives en zones UA et UB pour y admettre seulement des constructions de faible hauteur.

6° - Faire évoluer la règle sur les accès en indiquant qu'un retrait du portail peut être demandé pour des raisons de sécurité.

7° - Faire évoluer la règle sur les toitures terrasses en zone UA et UB

I.C.2. Localisation des modifications

a Reclassement de la zone UE (ancien terrain de football) en zone 1AU

La parcelle concernée est la parcelle n°176, située rue de la forge à Saint-Jean-le-Vieux.

Superficie = 5 766 m²



Figure 1 Photo aérienne de la parcelle n°176 - Source : Géoportail

b Reclassement de zones 1AU en zone N

La première zone concernée par un reclassement en zone N est la parcelle n°153 (partie Sud de la parcelle), située Chemin des Fins à Saint-Jean-le-Vieux.

Superficie = 2500 m²



Figure 2 Photo aérienne de la parcelle n°153 - Source : Géoportail

La deuxième zone concernée est constituée des parcelles 45, 46, 47, 48, 49, 50, 43 (zone sud), 54, situées au bord de la D12.

Superficie = 10 100 m²



Figure 3 Photo aérienne des parcelles 43,45,46,47,48,49,50 - Source : Géoportail

c Reclassement d'une zone UX en zone UB

La parcelle concernée est la parcelle n°545, située Chemin du petit Brochet.

Superficie = 2300 m²



Figure 4 Photo aérienne de la parcelle n°545 - Source : Géoportail

Suppression de l'OAP

Une OAP est mise en œuvre sur deux terrains représentant environ 2000 m² sur le hameau de Varey, à proximité du château. Ce sont les parcelles n° 616 et n°617.



Figure 5 Photo aérienne de la parcelle n°616 et n°617 - Source : Géoportail

L'OAP prévoit essentiellement l'obligation de 3 logements de type individuel groupe, ce qui pour l'instant revient surtout à empêcher toute construction sur ces terrains.

d Suppression de l'ER N°22

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit un emplacement réservé N°22 de 56.2 m² pour « Elargissement du chemin de la Passe pour le passage du car scolaire sur l'angle de la parcelle AB117 (rayon de braquage) ». L'espace entre la maison existante et la limite de l'emprise publique du chemin de la Passe est très faible.

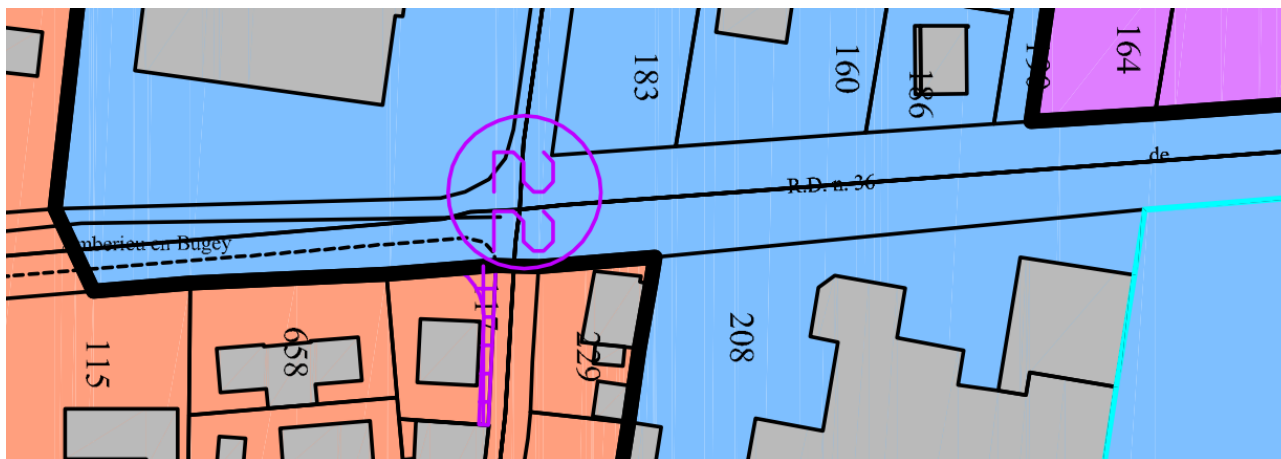


Figure 6 : Extrait du plan cadastrale

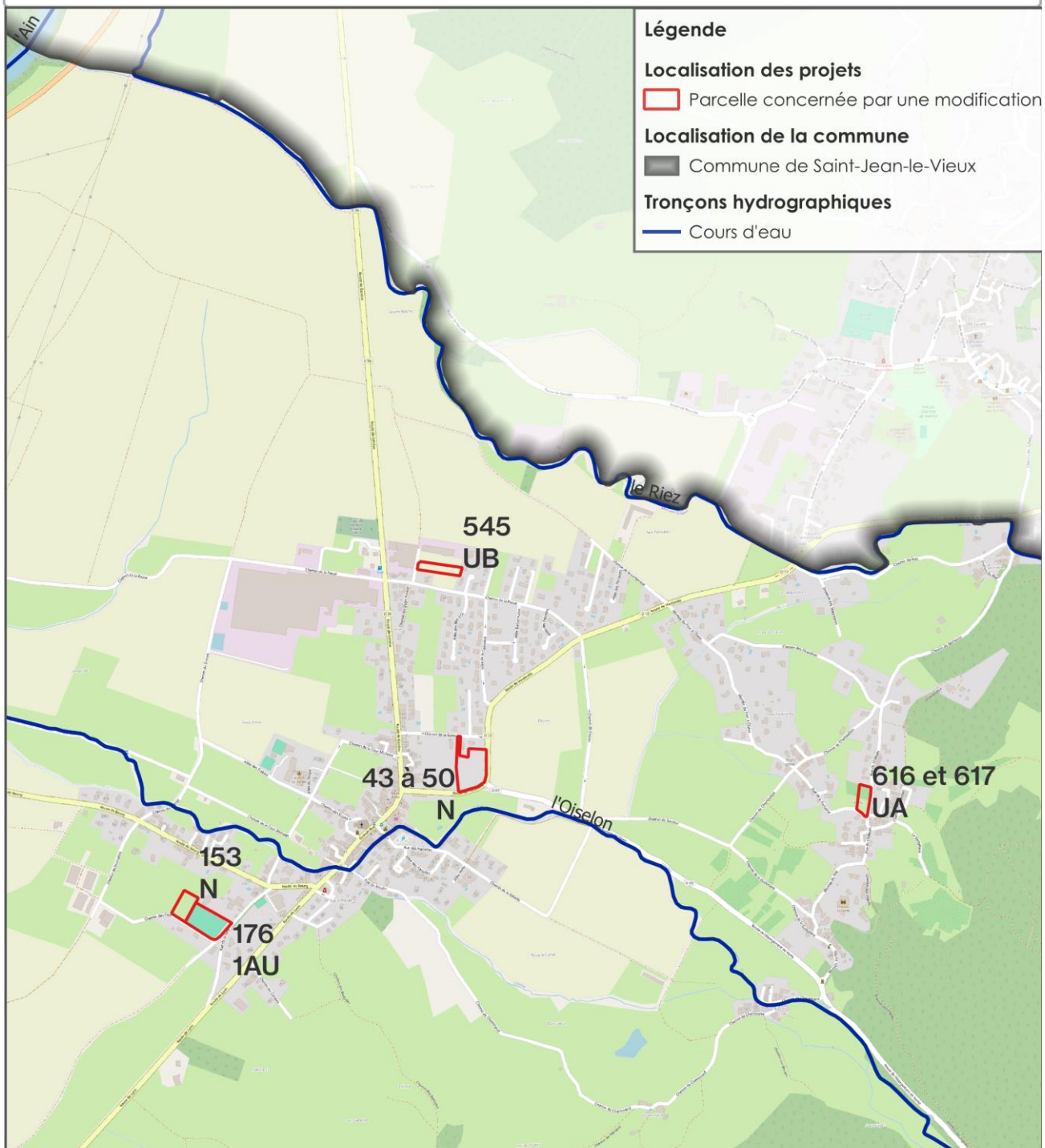


Figure 7 : Vue sur l'ER n°22

Le fonctionne aujourd'hui sans problème particulier et il n'est pas prévu de nouveaux aménagements. L'emplacement réservé n'a donc plus d'utilité et est supprimé dans le cadre de la modification.

Localisation des parcelles concernées par une modification

Commune de Saint-Jean-le-Vieux



Fond : © Contributeurs d'OpenStreetMap

Réalisation : 22/11/2024 - DB



Echelle : 1:12 823

0 250 500 m



Carte 2 Localisation des modifications



Chapitre II. **Auto-évaluation de la modification du PLU**

2



II.A. RISQUE D'AFFECTER SIGNIFICATIVEMENT UN SITE NATURA 2000

L'évaluation des incidences Natura 2000 est **centrée** sur la préservation des enjeux de biodiversité ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 (habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire).

Elle doit être **proportionnée** aux « documents de planification, programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'installation, de manifestations ou d'interventions dans le milieu naturel ». C'est pourquoi une évaluation des incidences est prévue par étape. Si à l'issue de l'élaboration du plan et de l'évaluation environnementale, malgré les mesures de suppression ou réduction d'incidences, le risque d'incidences notables demeure, l'information ou l'avis de la commission européenne doivent être requis.

II.A.1. Présentation du réseau Natura 2000

Constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, le réseau Natura 2000, vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Ce réseau est fondé sur la mise en application de deux directives européennes :

- **la directive Oiseaux** 2009/147/CE du 30 novembre 2009 a pour objet la conservation de toutes les espèces d'oiseaux sauvages et définit les règles encadrant leur protection, leur gestion et leur régulation. Elle s'applique aux oiseaux, à leurs œufs, nids et habitats. Certaines espèces, nécessitant une attention particulière afin d'assurer leur survie, font l'objet de mesures spéciales concernant leur habitat. Ces espèces, ainsi que les espèces migratrices dont la venue est régulière, sont protégées dans des sites Natura 2000 dits **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** ;
- **la directive Habitats** faune flore 92/43/CEE du 21 mai 1992 a pour objet la conservation des habitats naturels et de la faune et de la flore sauvages. Les annexes I et II de cette directive listent les types d'habitats naturels et les espèces animales et végétales dont la conservation nécessite la désignation de sites Natura 2000 dits **Sites d'Intérêt Communautaire (SIC)** ou **zones spéciales de conservation (ZSC)**.

Certains habitats ou certaines espèces dits prioritaires sont identifiés comme en danger de disparition et répondent à des règles particulières. La directive établit un cadre pour les actions communautaires de conservation de ces espèces et habitats en cherchant à concilier les dimensions scientifiques qui fondent les délimitations des sites avec les exigences économiques, sociales et culturelles des territoires.

Les espèces et habitats naturels qui nécessitent, sur la base de ces deux directives, la désignation de zones de protection spéciale ou de zones spéciales de conservation sont dites **d'intérêt communautaire**, car représentatives de la biodiversité européenne. Ces deux directives imposent à chaque État membre d'identifier sur son territoire ces deux types de sites d'intérêt communautaire. Une fois désignés, ces sites font partie intégrante du réseau Natura 2000 et doivent être gérés de façon à garantir la préservation à long terme des espèces et des habitats qui justifient leur désignation.

II.A.2. Natura 2000 sur la commune de Saint-Jean-le-Vieux

La commune de Saint-Jean-le-Vieux accueille **un site du réseau Natura 2000 désigné au titre de la directive Habitats (ZSC) : FR8201653 – Basse vallée de l'Ain, confluence Ain-Rhône**.

Ce site Natura 2000 a été classé comme site d'intérêt communautaire le 20 novembre 2014. Il s'agit d'une zone de 3409 ha, localisée sur 23 communes. Ce site fait l'objet d'un plan de gestion.

Le milieu aquatique présente deux types de faciès :

- Eaux stagnantes ou presque comme celles des lînes, bras morts, mares (milieu lentique) ;
- Eaux courantes comme celles de l'Ain, du Rhône, des lînes ou bras morts (milieu lotique).

Le milieu terrestre présente trois faciès principaux :

- Les zones découvertes en bordure de l'Ain (plages de graviers, vasières),
- La forêt rivulaire proche de l'eau libre ou de la nappe phréatique (ripisylve),
- Les landes et pelouses sèches plus ou moins arborées sur terrasses alluviales (brotteaux).

Le site Natura 2000 se compose de quatre types d'habitats aux proportions suivantes :

- N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) - 19 % de couverture ;
- N08 : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana – 8 % de couverture ;
- N09 : Pelouses sèches, Steppes – 12 % de couverture ;
- N16 : Forêts caducifoliées – 61 %.

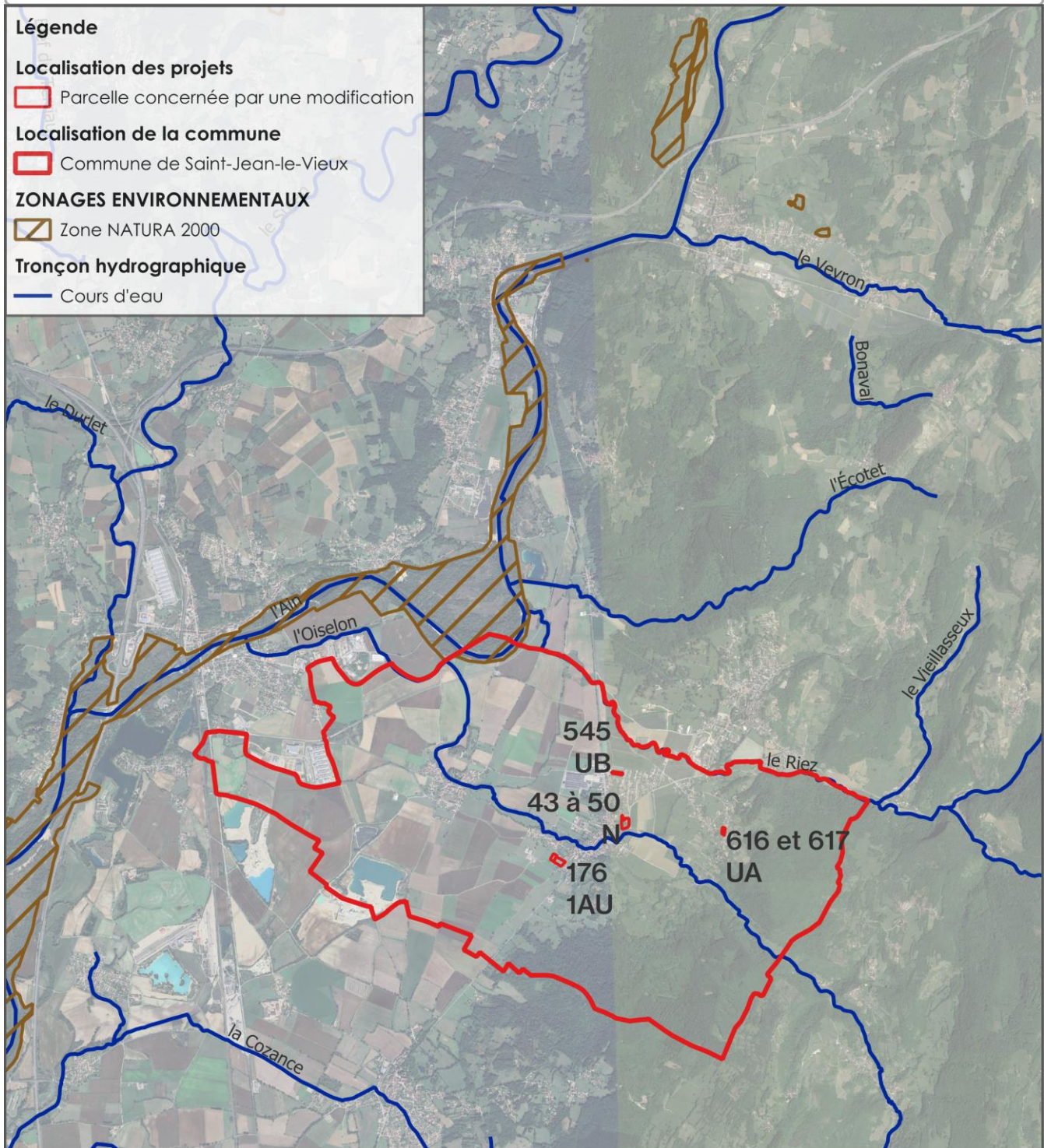
Concernant les espèces d'intérêt communautaires faunistiques, il est recensé 3 espèces d'invertébrés (le Vertigo des Moulins, l'Agrion de Mercure, le Lucane cerf-volant), 4 espèces de poissons (la Lamproie de Planer, l'Apron du Rhône, le Chabot commun, le Blageon), 1 espèce de reptile (la Cistude d'Europe), et enfin 4 espèces de mammifères (le Grand rhinolophe, le grand Murin, le Castor d'Europe, la Loutre d'Europe).

En ce qui concerne la flore, une espèce d'intérêt communautaire est citée, le Fluteau nageant qui est une plante vivace aquatique présente dans les herbiers des mares, étangs, bras morts, fossés et rivières à courant très lent.

Les secteurs concernés par la modification ne sont inclus dans aucun site Natura 2000.

Localisation des zones NATURA 2000

Commune de Saint-Jean-le-Vieux



Sources: INPN
Fond : © Contributeurs d'OpenStreetMap

Réalisation : 22/11/2024 - DB



Carte 3 Localisation des zones NATURA 2000

II.A.3. Evaluation des incidences potentielles de la modification du PLU sur le site Natura 2000

Un PLU est susceptible d'affecter significativement le réseau Natura 2000, lorsqu'il prévoit des possibilités d'urbanisation et d'aménagement à l'intérieur ou à proximité de ce dernier. Ainsi, il est nécessaire d'évaluer les incidences potentielles du projet de PLU sur le site Natura 2000 :

- **Les risques de détérioration et/ou de destruction d'habitats naturels** d'intérêt communautaire à l'intérieur d'un site Natura 2000 (par consommation d'espaces) ;
- **La détérioration des habitats d'espèces ;**
- **Les risques de perturbation du fonctionnement écologique du site ou de dégradation indirecte** des habitats naturels ou habitats d'espèces (perturbation du fonctionnement des zones humides, pollutions des eaux ...) ;
- **Les risques d'incidences indirectes sur les espèces mobiles** qui peuvent effectuer une partie de leur cycle biologique en dehors du site Natura 2000 : zone d'alimentation, transit, gîtes de reproduction ou d'hivernage. Ce type de risque concerne notamment la perturbation des oiseaux et des chauves-souris en dégradant les continuités écologiques entre leurs différents biotopes, leurs possibilités de déplacements migratoires et certains habitats utilisés par les espèces (zones d'alimentation, biotope de reproduction ou de repos) qui peuvent éventuellement être situés en dehors du site Natura 2000.

Les secteurs évalués ici sont donc :

- La zone reclassée en zone 1AU, située à 2,1 km du site NATURA 2000 ;
- La zone reclassée en zone UB, située à 1,6 km du site NATURA 2000.

Les habitats naturels concernés par l'aménagement correspondent à de la pelouse tondue et la présence d'un arbre (parcelle 176) ainsi que de la prairie fleurie (parcelle 545) qui ne constituent pas des habitats d'intérêt communautaire.

Un arbre présent sur la parcelle 545, ainsi l'enjeu chauve-souris est considéré. Toutefois, cet arbre sera conservé d'après le projet d'aménagement de cette parcelle.

Ainsi, parmi les espèces de la faune ayant justifié la désignation du site Natura 2000, seuls les insectes sont susceptibles d'être présents, au niveau de la prairie. Dans la mesure où la parcelle 545 est située dans le tissu urbain et qu'il s'agit d'un espace réduit, il est possible de conclure qu'il ne présente pas de risques d'incidences significatives sur les espèces.

Eu égard à la distance par rapport aux entités du site Natura 2000 et à la nature des projets et des milieux concernés, l'intégrité du site Natura 2000 du territoire sera préservée.

II.B. RISQUE D'AFPECTER LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE

II.B.1. Les ZNIEFF

Les ZNIEFF sont des outils de connaissance permettant une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de certains espaces naturels fragiles, dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence de plantes ou d'animaux rares et menacés.

La commune abrite **une ZNIEFF de type I et deux ZNIEFF de type 2.**

a Les ZNIEFF de type 1

Les ZNIEFF de type I, d'une superficie limitée, sont caractérisées par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares ou menacés du patrimoine naturel.

La ZNIEFF de type I la plus proche est localisée à 1,4 km à l'est de la zone d'étude. Il s'agit de la ZNIEFF n° **82000597 (Pelouses sèches de l'Abergement de Varey)**. Elle est caractérisée par deux habitats déterminants : les Pelouses semi-sèches calcaires subatlantiques ainsi que les Pelouses calcaires subatlantiques semi-arides. Ces pelouses sont d'une richesse botanique exceptionnelle avec de nombreuses plantes à fleurs déterminantes dans le classement de la ZNIEFF (Ail des ours, Dorine à feuilles alternes, Filipendule commune, Gaillet bâtard, Valérienelle dentée, Anacamptide pyramidale). Elles sont aussi un habitat privilégié pour de nombreuses libellules déterminantes (l'Agrion délicat, l'Orthétrum, le Sympétrum méridional). Les autres espèces faunistiques à citer sont la Grenouille rousse chez les amphibiens, la Chevêche d'Athéna, l'Engoulevent d'Europe, le Circaète Jean-le-Blanc, le Busard cendré, le Bruant jaune, le Traquet motteux et le Bouvreuil pivoine pour l'avifaune.

La deuxième ZNIEFF des type I est située à 1,6 km de la zone d'étude. Il s'agit de la ZNIEFF n° **820030615 (Rivière d'Ain de Neuville à sa confluence)**. Depuis les bancs de galets jusqu'aux pelouses sèches, la végétation présente un grand nombre de formations. Les pelouses sèches xérophiles, en particulier, occupent de vastes surfaces. Cette richesse est accentuée par la confluence de plusieurs cours d'eau (Albarine, Seynard, Pollon, Neyrieux...). L'ensemble des zones humides constitue une zone de refuge et de frayère pour plusieurs espèces de poissons. Pour la faune vertébrée terrestre, évoquons la présence du Campagnol amphibie ainsi que du Putois, espèce devenue rare à l'échelon départemental. Parmi les oiseaux, les espèces les plus remarquables sont l'Oedicnème criard et le Guêpier d'Europe qui connaissent là des pourcentages importants des effectifs de l'Ain, tout comme l'Engoulevent d'Europe d'ailleurs. Signalons également la présence du Faucon hobereau. Les "falaises" sablo-graveleuses, qui bordent et sont affouillées par l'Ain, sont favorables au Martin-pêcheur d'Europe et à l'Hirondelle de rivage. Les plages de galets, graviers et sables, à la confluence Ain-Rhône, hébergent la nidification du Petit Gravelot, voire celle du Chevalier guignette. Les saulaies pionnières, qui se développent à cette confluence, retiennent la reproduction de la Gorgebleue à miroir (rare en région Rhône-Alpes) et le stationnement migratoire de Rémiz penduline. La juxtaposition de milieux humides (Ain, l'ônes) et de pelouses sèches permet à une tortue d'eau douce indigène, la Cistude d'Europe, de satisfaire la totalité de ses besoins fonctionnels. L'intérêt du site est aussi botanique. Sont présentes ici les plus grandes et nombreuses stations départementales de Pulsatille rouge, de Renoncule à feuilles de graminée, de Liseron des monts cantabriques. Les orchidées sont aussi bien présentes, dont l'Orchis à odeur de vanille.

b Les ZNIEFF de type 2

Les ZNIEFF de type II soulignent les multiples interactions existantes au sein de grands ensembles naturels riches et peu modifiés (massif forestier, vallée...), dont les échantillons les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits par de nombreuses zones de type I. Ce zonage souligne particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces ; et à travers les connexions existant avec d'autres massifs voisins.

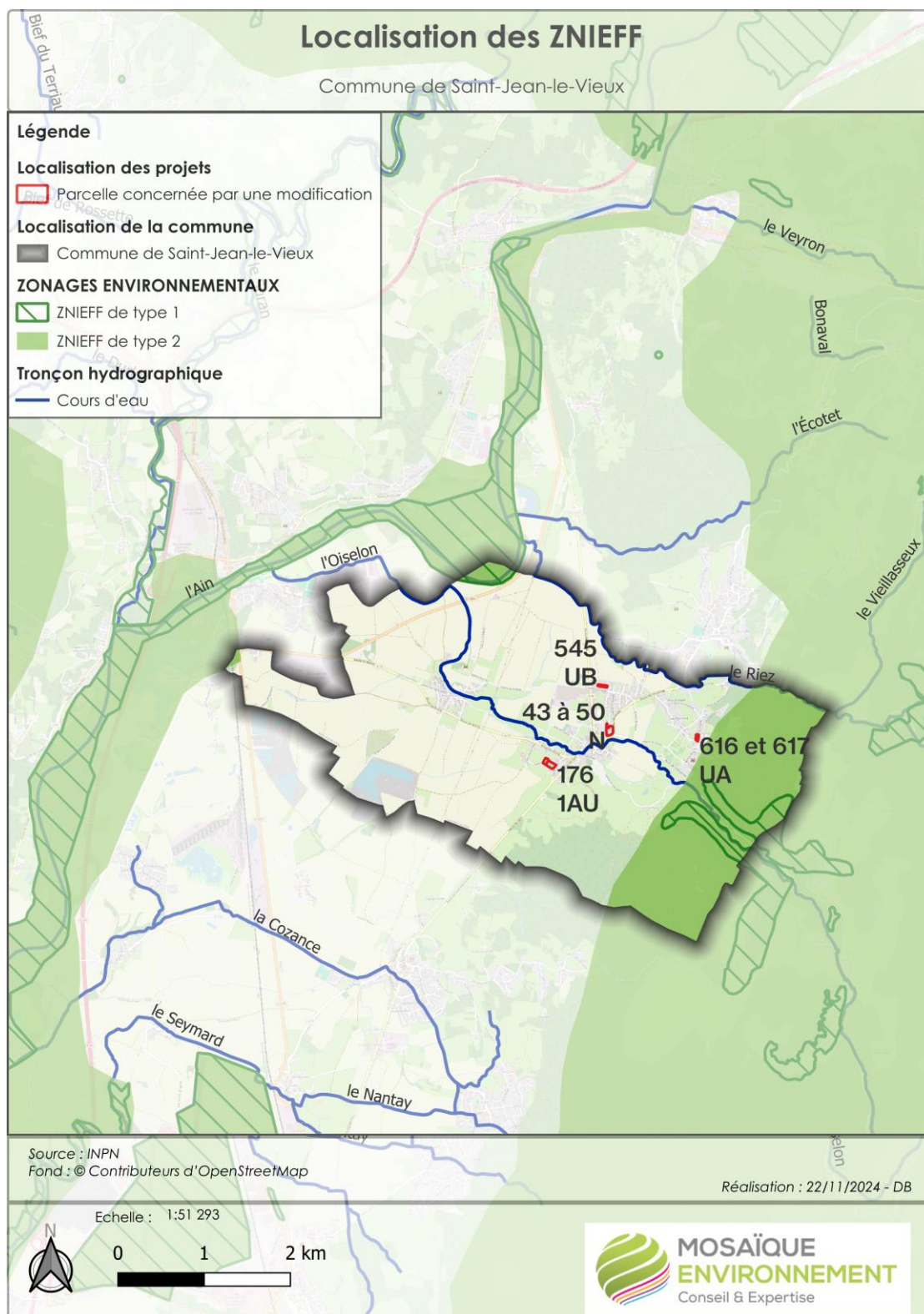
La ZNIEFF de type II la plus proche est située à 1,4 km de la zone d'étude, il s'agit de la ZNIEFF n° **820003780 : Massifs occidentaux du Bugéy**. Elle est notamment composée de la ZNIEFF de type 1 n° **82000597 (Pelouses sèches de l'Abergement de Varey)** citée précédemment.

La deuxième ZNIEFF de type II est la n° **820003759 : Basse vallée de l'Ain**. Elle est notamment composée de la ZNIEFF de type 1 n° **820030615 (Rivière d'Ain de Neuville à sa confluence)** citée précédemment.

c Évaluation des incidences potentielles de la procédure sur les ZNIEFF

La procédure est une évolution du règlement écrit qui augmente la constructibilité sur deux projets.

Eu égard à la nature des milieux concernés, et au fait que les modifications interviendront en dehors de toute ZNIEFF, la plus proche étant située à 1,4 km du projet le plus proche, **la modification du PLU n'a aucune incidence sur les ZNIEFF.**



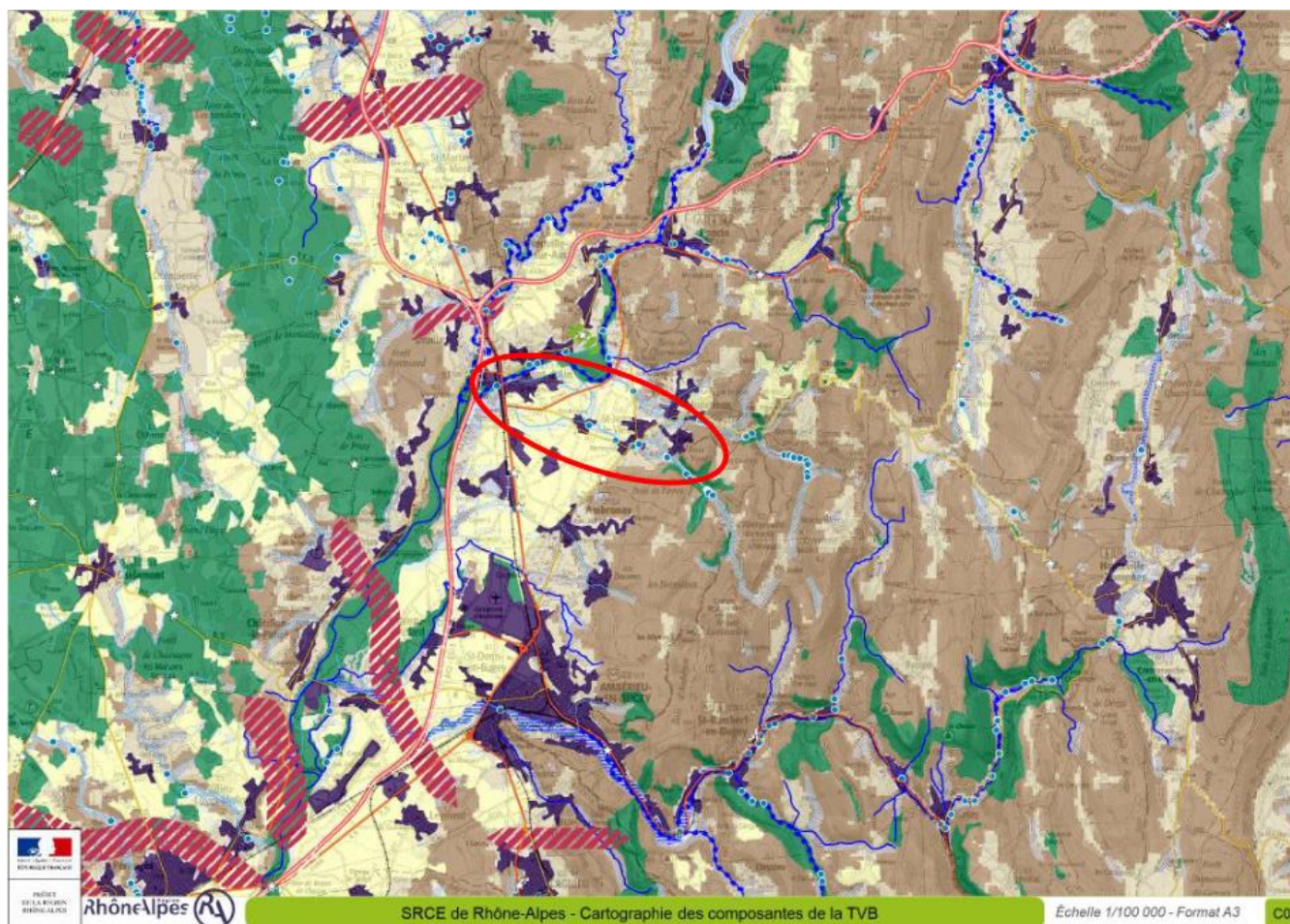
Carte 4 Localisation des ZNIEFF

II.B.2. La trame verte et bleue

a Ce que dit le PLU

Le PLU a précisé les enjeux en définissant des principes de continuité écologiques à l'échelle du territoire communal qu'il convient de préserver, et notamment :

- Les continuités de zone humide ;
- Le cours d'eau d'intérêt écologique à remettre en bon état, au niveau de la rivière de l'Ain ;
- Les continuités des milieux ouverts et des grands espaces agricoles ;
- Les continuités forestières (Bois de Varice et Bois de Fayat).



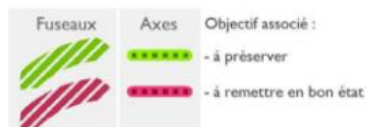
Carte 5 Carte des continuités écologiques du SRCE (Sources : PLU)

La Trame verte et bleue de Rhône-Alpes

Réservoirs de biodiversité :

Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Corridors d'importance régionale :



La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue

- Objectif associé : à préserver
- Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels

- Objectif associé : à remettre en bon état
Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru
- Objectif associé : à préserver
Lac d'Annecy

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau

- Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux

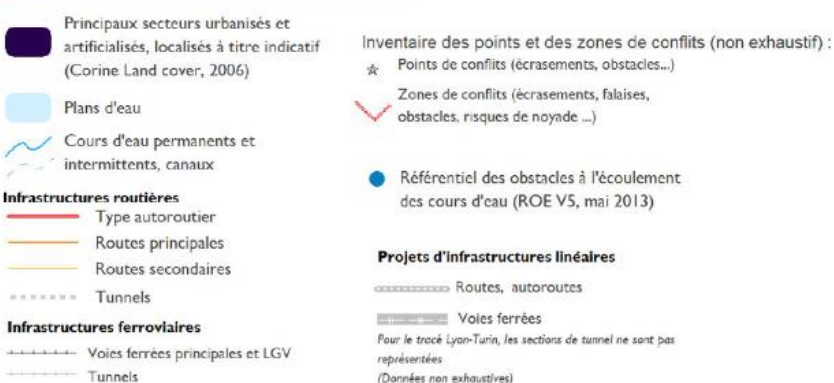
- Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état
- Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

Les espaces supports de la fonctionnalité écologique du territoire

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité

- Perméabilité forte
 - Perméabilité moyenne
 - Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *
 - Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire
- * constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)
- La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser

Autres données utilisées pour constituer la cartographie régionale de la Trame verte et bleue : le fond cartographique



b Evaluation des incidences potentielles de la procédure sur la TVB

Reclassement des zones A1U en zones N

Cela n'aura aucune incidence sur la trame verte et bleue puisque le reclassement vise, au contraire, à préserver le caractère naturel de ces zones.

Reclassement de la zone UE

Secteur « Ancien terrain de football » (zone 1AU - parcelle AC 176).

Pour rappel, ce terrain situé dans le tissu urbain est aujourd'hui recouvert de pelouse (tondue à ras) et d'un arbre. L'opération prévoit 19 logements locatifs sociaux.

Le schéma d'aménagement prévoit :

- **Un espace collectif de type parc végétalisé et arboré** sera créé coté Est du terrain. Il s'agira d'un ensemble **d'un seul tenant représentant environ 30% de la zone AU**. Ce parc intégrera **l'arbre existant qui est à conserver** ;
- **Une haie arborée sera créée en limite Ouest du projet**, afin d'assurer l'intégration paysagère par rapport à l'espace agricole.

Reclassement de la zone UX

La parcelle n'ayant pas d'utilité particulière au niveau de la zone d'activité, elle sera reclassée en zone UB. Les deux parcelles voisines (546 et 547) sont également déjà classées en zone UB. Sur la base de la densité moyenne demandée par le SCoT, le passage en UB de cette parcelle peut représenter environ 4 logements supplémentaires.

Cette parcelle est enclavée dans le tissu urbain et présente peu de connections végétales. D'autre part et comme précisé dans le paragraphe II.A, les interactions avec la faune sont limitées (insectes uniquement).

Suppression de l'OAP

Cela n'aura aucune incidence sur la trame verte et bleue puisque cette suppression va, au contraire, à éviter toute construction sur cette zone.

L'incidence de la modification sur la trame verte et bleue sera faible, voire nulle.

II.B.3. Autres sites protégés

Aucune zone protégée (arrêté préfectoral de protection biotope, parc national, réserve naturelle...) ou parc naturel régional ne concerne la commune.

II.C. INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Les principaux points de la procédure susceptibles d'impacter la consommation d'espace sont :

- Le reclassement de la zone UE en zone 1AU (5 766 m²)
- Le reclassement de la zone UX en zone UB (2 300 m²)

Toutefois, le reclassement des zones 1AU en zones N représentent à elles seuls plus de 10 000 m² de surface.

- La suppression de l'ER : En aucun cas la suppression de l'emplacement réservé n°22 entraîne une incidence sur la consommation de l'espace sur le territoire communal. Le secteur de l'emplacement réservé correspondait déjà un secteur voué à l'urbanisation.

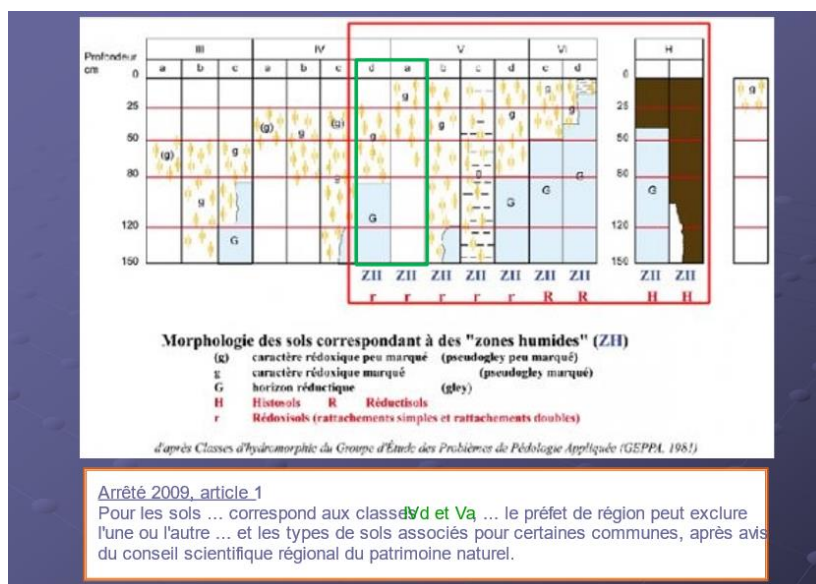
L'incidence de la modification sur la consommation d'espaces restera très faible : d'une part au vu de la nature des milieux concernés et des surfaces concernées, et d'autre part du fait qu'elle se situe au cœur de l'espace urbain central.

II.D. INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES

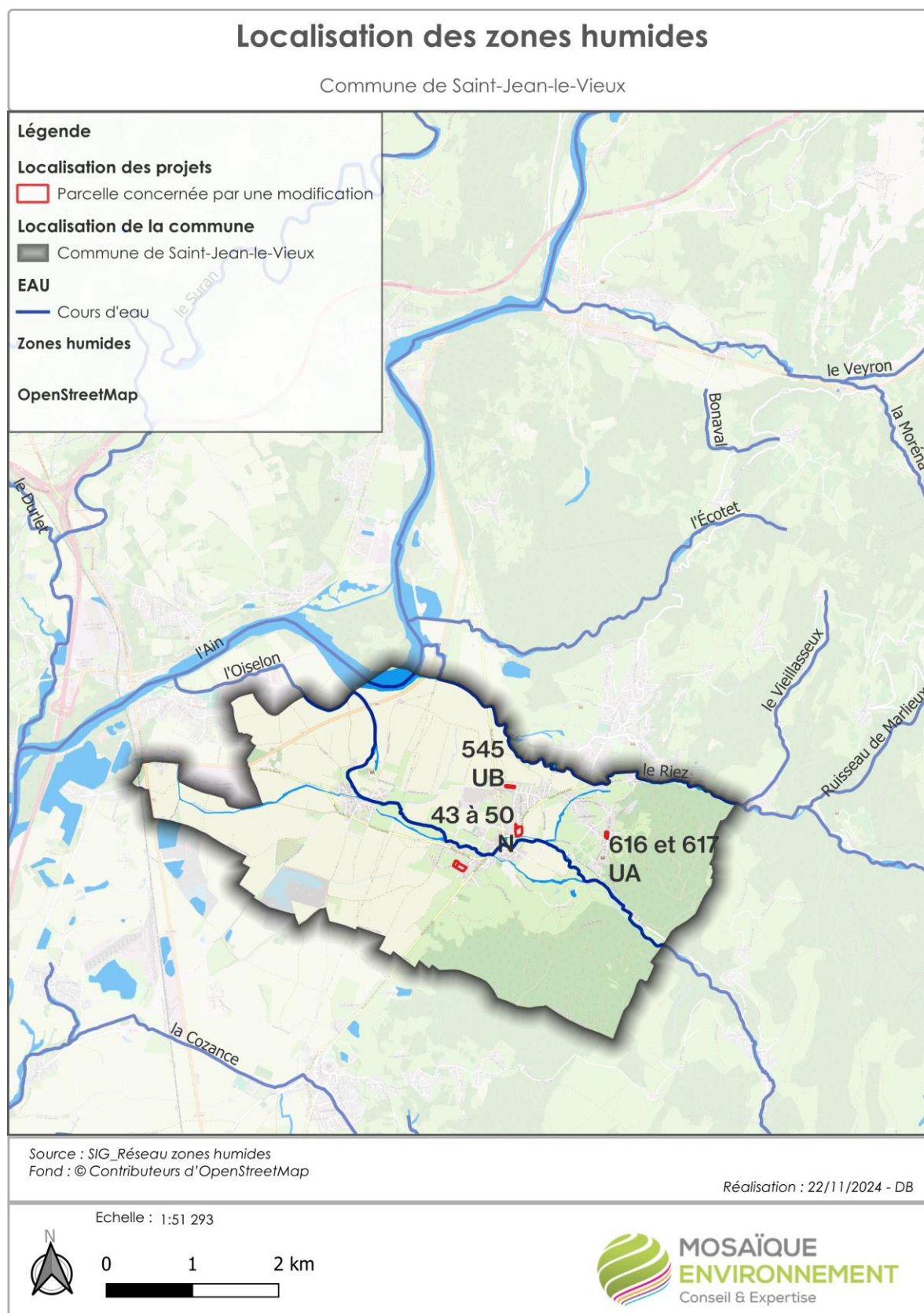
Définition : Les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». (Art. L.211-1 du code de l'environnement).

Deux critères pour définir une zone humide :

- Présence de sols hydromorphes cf. schéma ci-après ;
- Et/ou de végétation liée aux zones humides.



La trame bleue communale est composée d'un cours d'eau, l'Oiselon, qui traverse le territoire d'Ouest en Est, et des zones humides.



Carte 6 Localisation des zones humides

D'après le règlement du PLU, les secteurs concernés par la trame « Zone Humide » sont des secteurs dans lesquels les affouillements, exhaussements de sol, imperméabilisation du sol, construction de bâtiments, assèchement (hormis travaux d'entretien de zones humides) sont interdits.

Les modifications prévues ne sont pas incluses dans le périmètre des zones humides.

II.E. INCIDENCES SUR L'EAU POTABLE, L'EAU PLUVIALES ET L'ASSAINISSEMENT

II.E.1. Les incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau

Les points de la modification ne changent en aucun cas le Projet d'Aménagement de la commune en termes d'évolution de la population tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU. **La réalisation d'une nouvelle opération sur l'ancien terrain de football s'inscrit dans un contexte en équilibre par rapport au souhait du PADD.** En effet :

- Le PADD retient un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 1.15% qui porterait la population à 2100 habitants en 2030 ;
- Pour atteindre cet objectif, il prévoit une production de l'ordre de 170 résidences principales entre 2016 et 2030, soit un rythme souhaité d'environ 12 logements par an ;
- Les chiffres de l'INSEE pour la période 2014-2020 montrent que le rythme de production de logement a été de 10 logements par an, soit plutôt légèrement en-dessous du scénario du PADD.

Les modifications prévoient notamment :

- La suppression d'une OAP qui prévoyait 3 logements individuels groupés ;
- Le reclassement d'une zone 1AU en zone N qui prévoyait 10 logements individuels groupés ou intermédiaires.

La présente modification n'entraîne donc pas de nouvelles incidences sur la ressource en eau.

II.E.2. Les incidences de la modification du PLU sur la gestion des eaux pluviales

La carte des aléas inondation du PLU montre que les projets ne sont pas situés dans une zone à aléa.

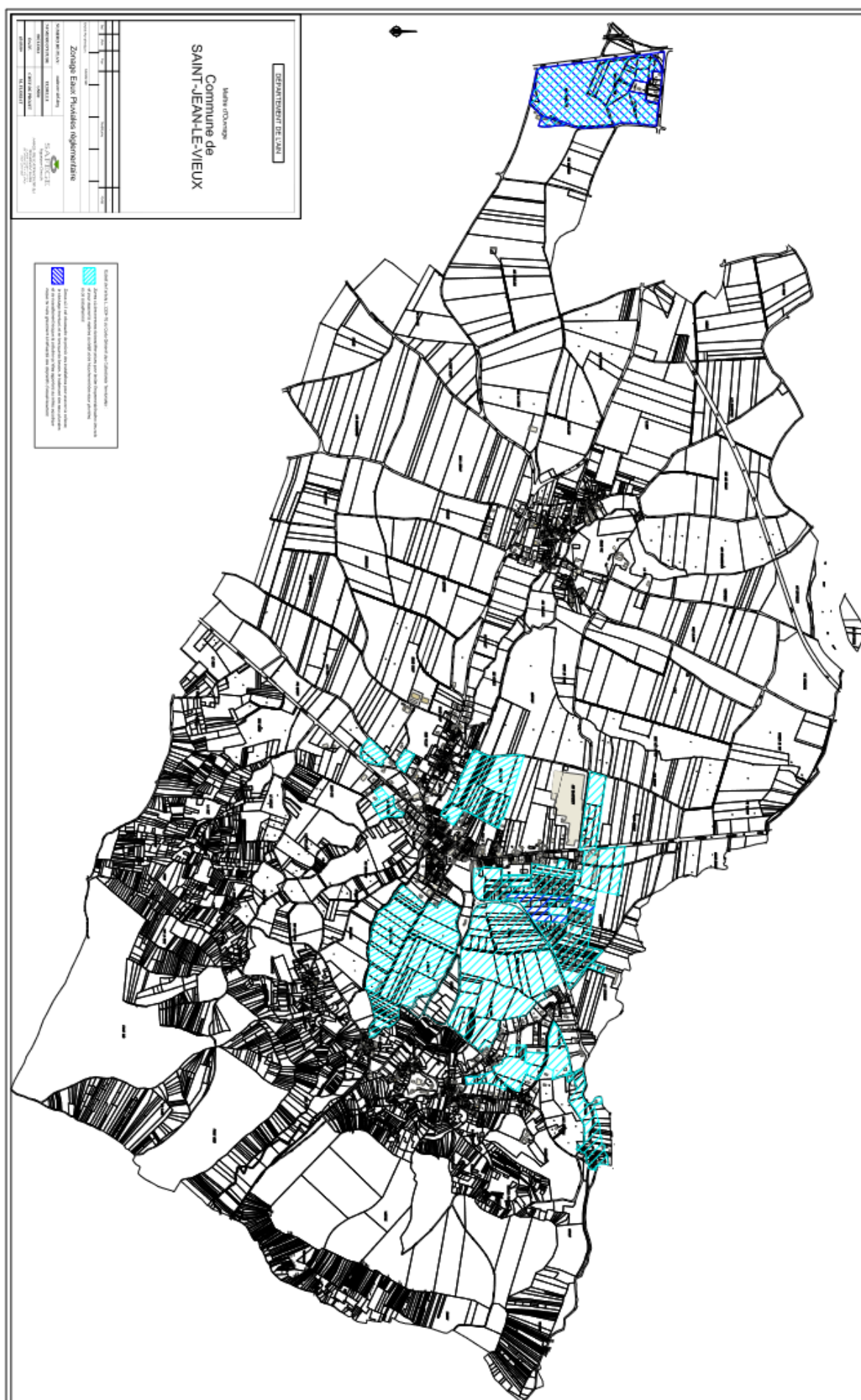
Néanmoins, l'usage de revêtements imperméables modifie le régime naturel des écoulements d'eau en surface et dans les parties superficielles du sol. Il conviendra de limiter cette imperméabilisation pour favoriser l'infiltration gravitaire des eaux de pluie :

- Conserver un maximum de surfaces de sol naturel ;
- Concevoir l'aménagement des espaces en cherchant à minimiser les surfaces revêtues ;
- Favoriser un traitement des surfaces à l'aide de revêtements poreux : roche concassée, matériau minéral stabilisé, sol enherbé, dalles alvéolaires etc.

La modification va entraîner :

- La moindre imperméabilisation de la nouvelle zone A1U sur un ancien terrain de football drainé – parcelle 176 (5 766 m²)
- L'artificialisation de la zone UB – parcelle 545 (2 300 m²)

Ces parcelles sont situées dans des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement (extrait de l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales).



Carte 7 Zonage des eaux pluviales réglementaires (Sources : PLU)

La présente modification simplifiée n'entraîne donc pas de nouvelles incidences sur la gestion des eaux pluviales sous réserve de mesures prises conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

On notera aussi que des parcelles qui avaient vocation à être artificialisée (deux zones AU) redeviennent de la zone N.

II.E.3. Les incidences de la modification du PLU sur l'assainissement

Les projets concernés par la modification sont raccordés à l'assainissement collectif : les eaux usées sont traitées par la station d'épuration située à Hauterive, mise en service en avril 2011, avec une capacité de 3200 EH.

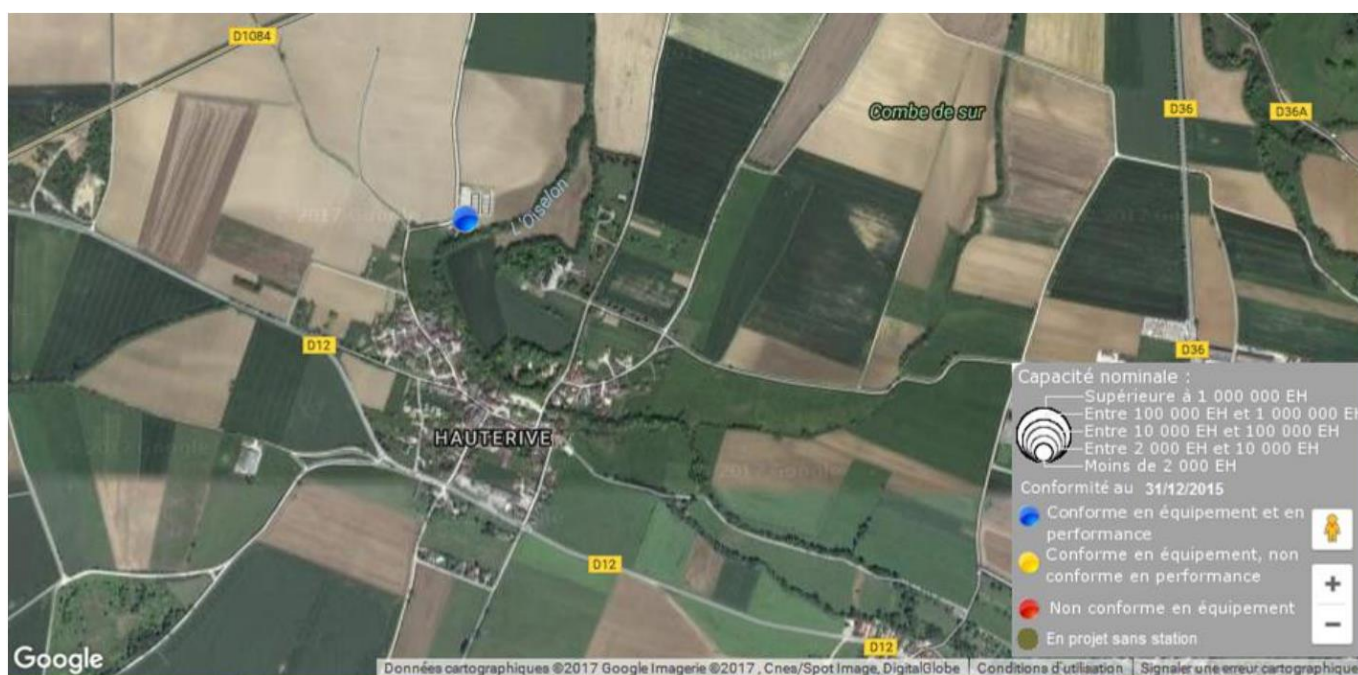
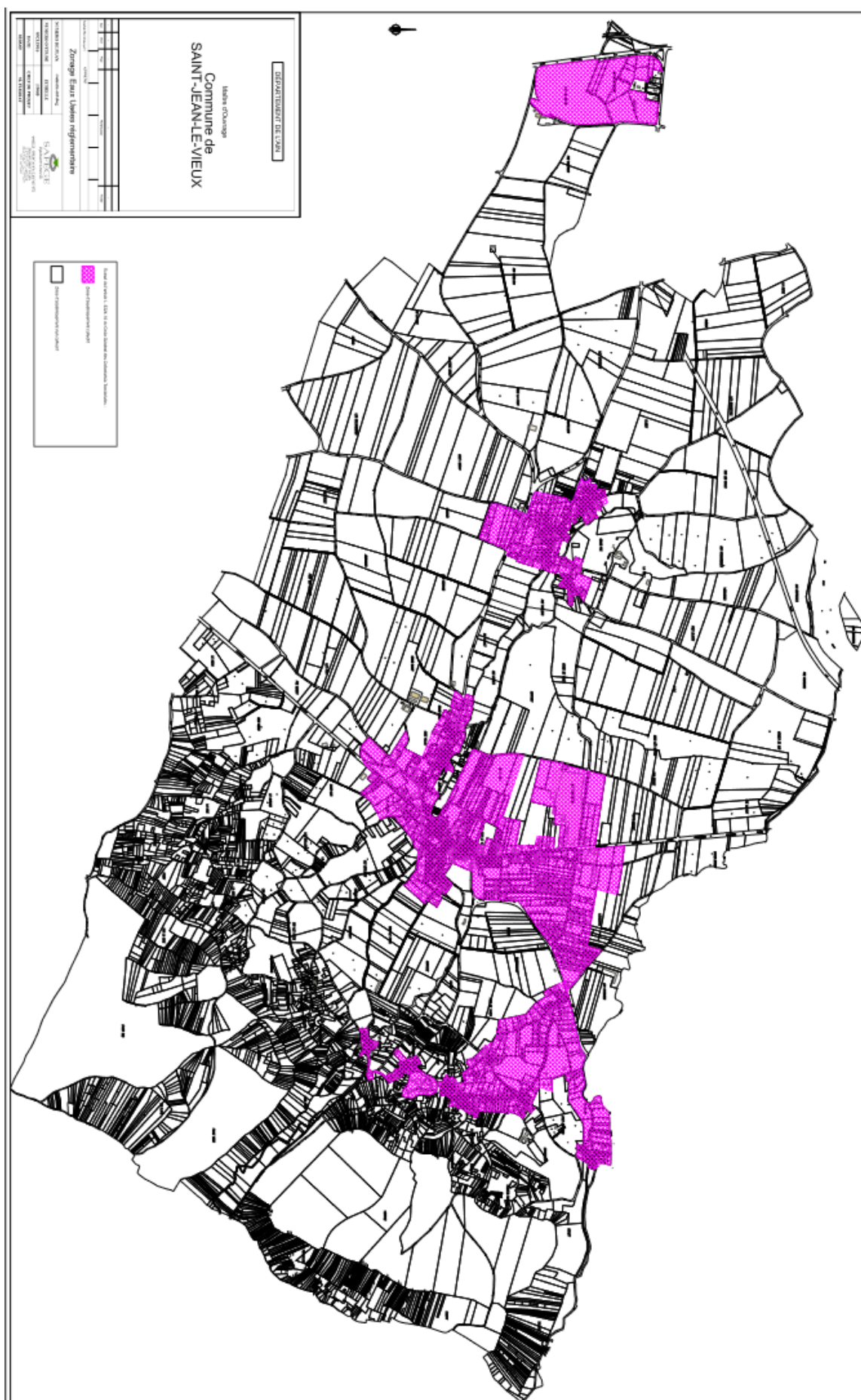


Figure 8 : Localisation de la station d'épuration

Localisation de la station d'épuration de St-Jean-le-Vieux Portail d'information sur l'assainissement communal

La présente modification n'entraîne donc pas de nouvelles incidences sur l'assainissement.



Carte 8 : Zonage Eaux Usées Réglementaire (Sources : PLU)

II.F. INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BATI

La commune de Saint-Jean-le-Vieux est concernée par un monument historique : le Château de Varey. D'autre part, le périmètre de protection du château et jardins de la Tour des Echelles inscrit au titre des monuments historiques sur la commune de Jujurieux impacte également la commune.

Seul le projet de suppression de l'OAP dans le hameau de Varey se situe à proximité du Château de Varey. Cependant la suppression vise justement à limiter l'aménagement.

D'autre part, l'une des modifications du règlement consiste à faire évoluer la règle d'implantation sur les limites séparatives en zones UA et UB pour y admettre seulement des constructions de faible hauteur. Cela n'aura donc pas d'incidence négative sur le paysage et le patrimoine bâti.

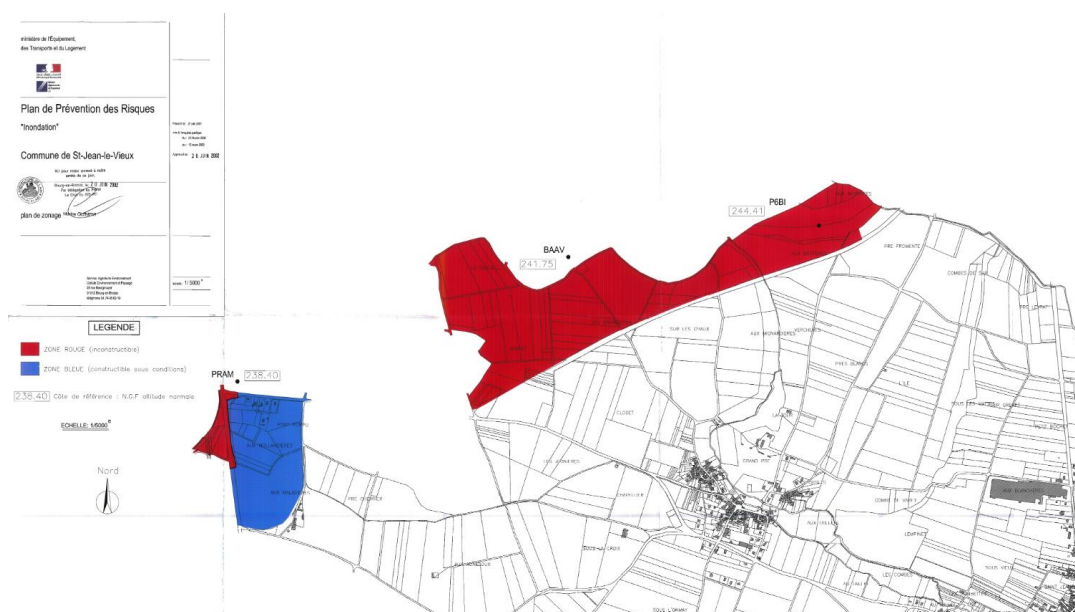
La présente modification n'entraîne donc pas d'incidence sur le paysage et le patrimoine.

Elle s'accompagne même d'un projet de la commune pour la réhabilitation des espaces publics autour de l'ancien terrain de football pour accompagner l'opération de 19 logements sociaux.

II.G. INCIDENCES SUR LES DECHETS, LES RISQUES ET LES NUISANCES

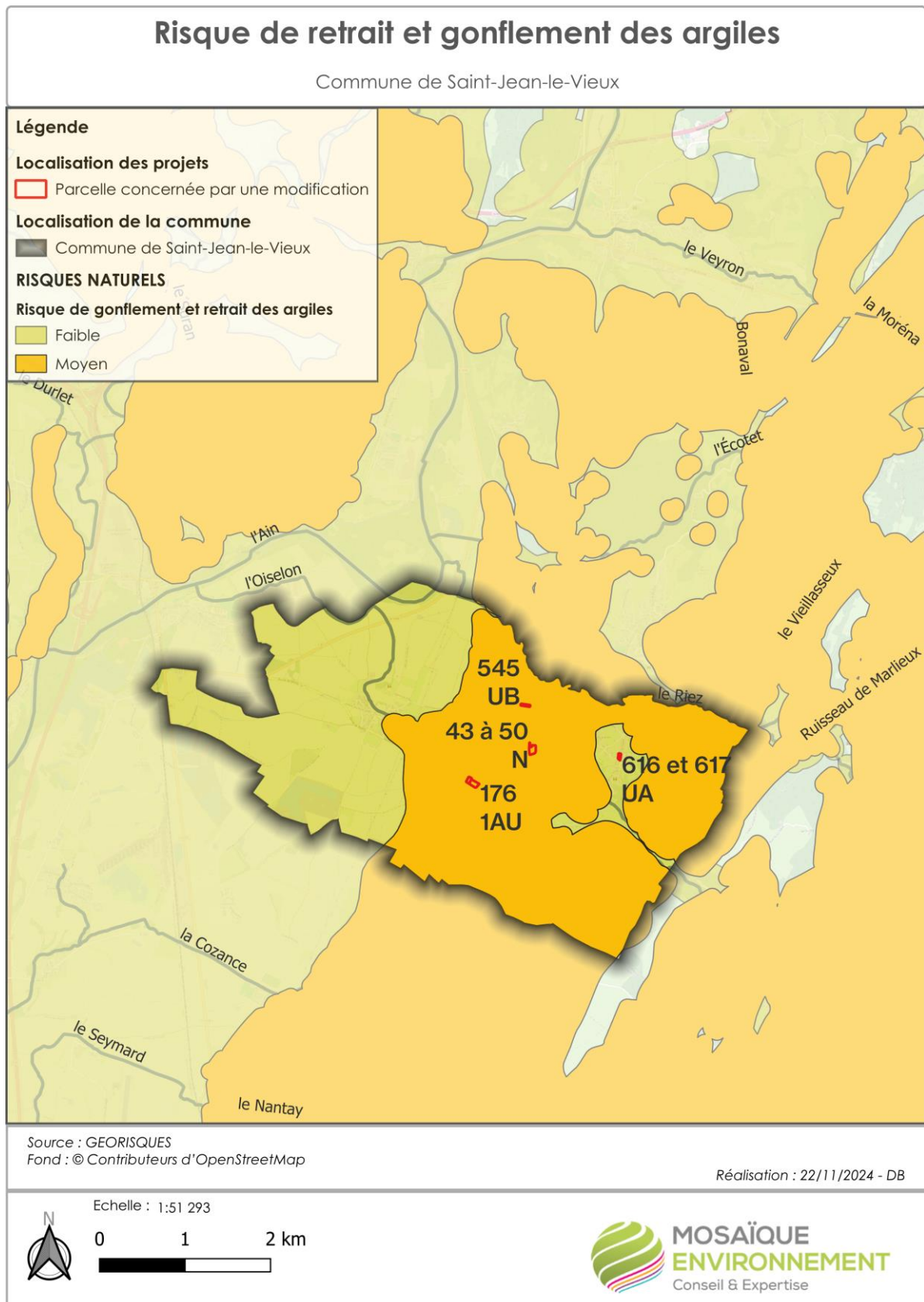
Concernant les risques naturels, la commune a fait l'objet de 9 arrêtés de catastrophe naturelle en rapport avec les phénomènes de sécheresse (2024, 2021, 2019, 2004), inondations et/ou coulées de boues (2021, 2008, 1992, 1990, 1983).

La commune est en effet concernée par des phénomènes inondations par remontées de nappes, principalement par inondations de caves. Il existe un plan de prévention des risques naturels : le risque d'inondation est réglementé. Le PPRN stipule « **En dehors des zones rouges et bleues définies ci-dessus, le risque d'inondation présumé défini est faible. Cependant, pour l'établissement et l'utilisation de sous-sols et dispositifs enterrés, on doit prendre en compte la présence d'une nappe souterraine pouvant atteindre la cote de référence. Des mesures de limitation du débit de rejets d'eaux pluviales devront être envisagées pour tout nouveau projet afin de ne pas, par effet cumulatif aggraver les conditions de ruissellement sur le bassin versant de l'Ain.** »



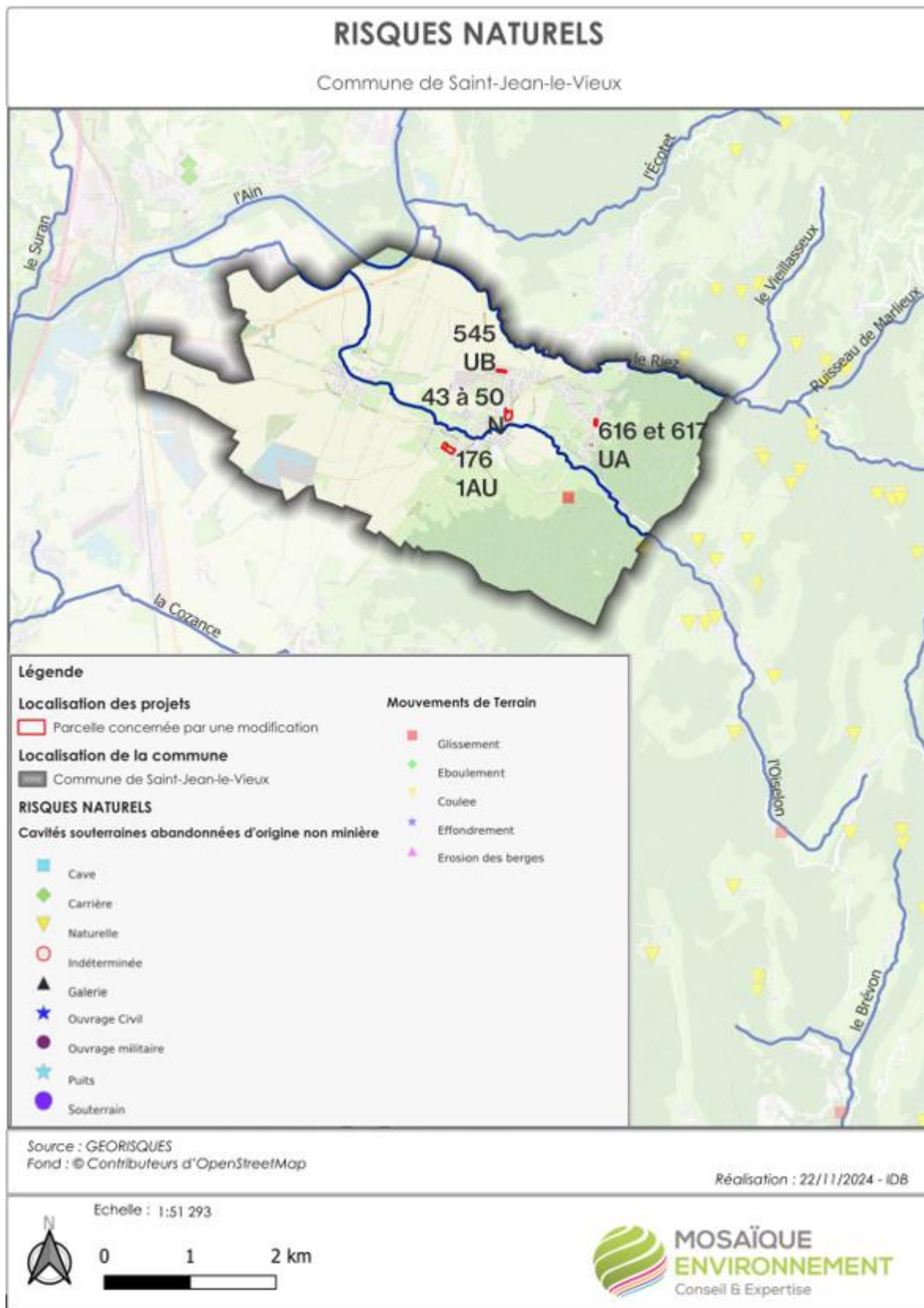
Carte 9 : Plan de prévention des risques naturels "inondation" (Sources: PLU)

L'aléa retrait-gonflement des argiles est faible à moyen pour l'ensemble des projets concernés par la modification. Des dispositions architecturales devront être prises en cas d'aménagement en zone RGA de risque moyen.



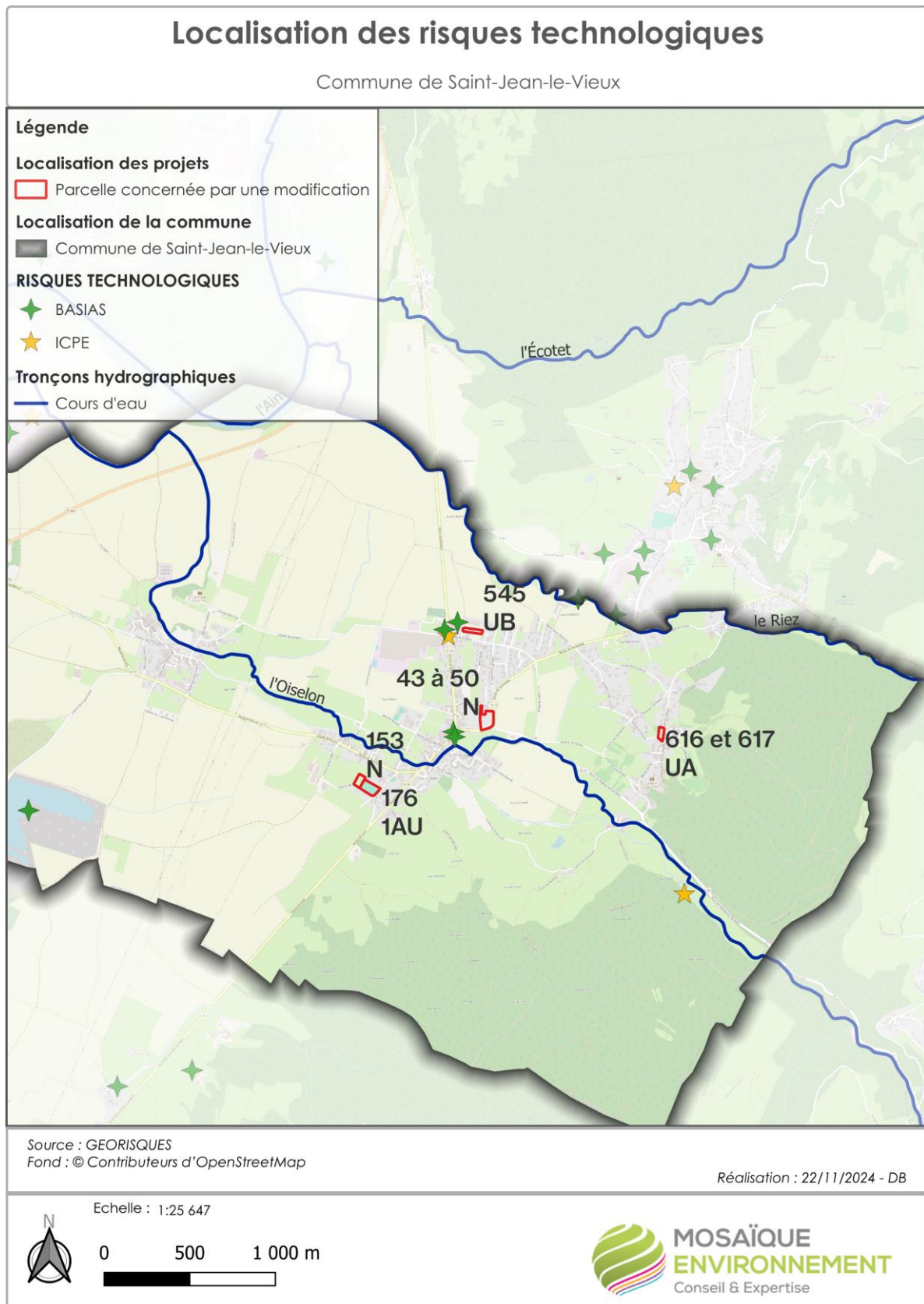
Carte 10 : Aléa retrait et gonflement des argiles

Aucune cavité souterraine non minière et aucun événement de mouvement ne sont répertoriés à proximité des projets.



Carte 11 : Risques naturels

Concernant les risques technologiques, le territoire compte huit sites CASIAS et trois installations classées pour l'environnement (ICPE) non SEVESO. Le territoire n'est cependant concerné par aucun périmètre des servitudes relatives à ces installations ni par aucun plan de prévention des risques technologiques.



Carte 12 : Risques technologiques

Les évolutions apportées par la modification ne devraient pas accentuer les niveaux de risques sur la commune.

II.H. INCIDENCES SUR L'AIR, L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT

II.H.1. Qualité de l'air

La commune de Saint-Jean-le-Vieux ne se situe pas en zone sensible vis-à-vis du dioxyde d'azote (NO₂) et des particules (PM₁₀).

La création de 19 logements permise par la modification ne devrait pas générer d'émissions supplémentaires significatives de polluants liées à la circulation des véhicules dans la mesure où en contrepartie des secteurs prévus pour le développement de logements ont été supprimés.

II.H.2. Énergie et climat

Le reclassement de plusieurs parcelles en zone N devrait avoir un effet neutre voir positif sur l'îlot de chaleur urbain.

Le reclassement de la zone UE en zone A1U prévoit un espace collectif de type parc végétalisé et arboré, ce qui sera un atout pour le confort climatique. Quoi qu'il en soit, les points de la modification ne changent pas le Projet d'Aménagement de la commune en termes d'évolution de population (et donc de logement à produire et à desservir) ou de développement d'activité tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU.

La modification n'aura pas d'incidences sur l'énergie et le climat.



Chapitre III.

Conclusion sur l'auto-évaluation



À l'aune des développements précédents, eu égard à la nature des secteurs concernés par la modification et aux évolutions apportées au PLU, **il n'est pas attendu d'incidences notables significatives sur l'environnement sous réserve de la bonne mise en œuvre des mesures définies.** De fait, la réalisation d'une évaluation environnementale systématique n'apparaît pas nécessaire.